

COMMUNE DE ST MARTIN D'AOUT

ARRETE DU MAIRE

N° 2017- 17

portant mise à jour de la carte communale

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 163-10 et R 163-8, ainsi que l'article R 161-8 relatif au contenu des annexes d'une carte communale ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 20 juin 2002 et l'arrêté préfectoral n° 023904 en date 7 août 2002 approuvant la carte communale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2016-12-02-078 du 2 décembre 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur la commune de SAINT MARTIN D'AOUT ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

La carte communale de la commune de SAINT MARTIN D'AOUT est mise à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe et celle-ci, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

ARTICLE 2

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la mairie et en préfecture.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera affiché en mairie durant 1 mois.

ARTICLE 4

Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à M. le Directeur départemental des Territoires.

Fait à St Martin d'Août, le 4 août 2017

Le maire – BORDAS Micaël



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Interdépartementale 26/07

Valence, le

- 2 DEC. 2016

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux

Tél. : 04.75.82.46.46

Fax : 04.75.82.46.49

Courriel : christophe.bouilloux@developpement-
durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 26-2016-12-02-078

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de
produits chimiques sur la commune de Saint-Martin-d'Août**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 octobre 2016 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 24 novembre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

A R R E T E

Article 1^{er} – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée ⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Saint-Martin-d'Août

Code INSEE : 26314

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur

GRTgaz
Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling
92277 BOIS COLOMBES Cedex

• **Ouvrages traversant la commune**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
Alimentation ST-MARTIN-D'AOUT DP	67,7	50	14	enterré	20	5	5
Alimentation ST-MARTIN-D'AOUT DP	67,7	80	1	enterré	20	5	5
ANNEYRON- ST VALLIER-DAVEZIEUX	67,7	100	592	enterré	30	5	5
EST LYONNAIS	80	800	2287	enterré	395	5	5
RHONE 1	67,7	500	1102	enterré	200	5	5
RHONE 1	67,7	500	1370	enterré	200	5	5
RHONE 1	67,7	600	2	enterré	250	5	5

- **Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
				SUP1	SUP2	SUP3
HAUTERIVES - TERSANNE DN300	229	300	enterré	200	5	5
RHONE 2	80	800	enterré	395	5	5

- **Installations annexes situées sur la commune**

Nom de l'installation	Distances S.U.P. en mètres (à partir de l'installation)		
	SUP1	SUP2	SUP3
SAINT-MARTIN-D'AOUT DP	35	6	6

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent est plus large que celle de l'installation annexe, c'est elle qui doit être prise en compte au droit de l'installation annexe.

- **Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière**

Néant

Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5 – Notification et publicité

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme
- adressé au maire de la commune de Saint-Martin-d'Août.

Article 6 – Délais et voies de recours

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.


Article 7 – Exécution et copie

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de Saint-Martin-d'Août, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz.

Valence, le **- 2 DEC. 2016**

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation:
Le Secrétaire Général

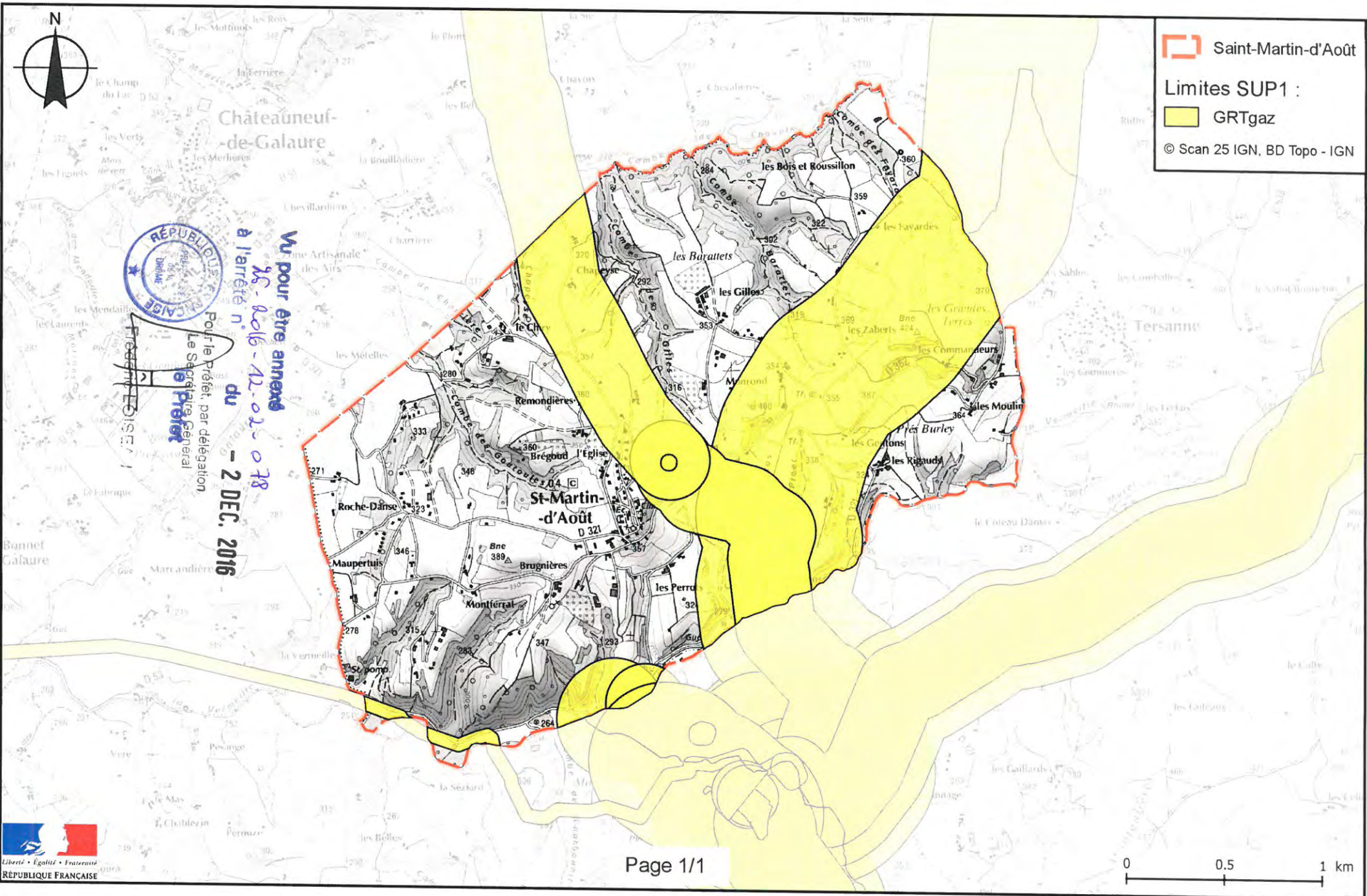


Frédéric LLOISEAU

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- *la préfecture de la Drôme*
- *la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes*
- *l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée*

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



maître d'ouvrage

commune de St Martin d'Août

dossier d'approbation

délibération : 20/06/2002

accord Préfet : 07/08/2002

Carte communale

PIECES OFFICIELLES

Délibération de lancement de la procédure
Arrêté de mise à l'enquête
Délibération d'approbation de la procédure
Accord du préfet

maître d'œuvre

direction départementale

de l'Équipement de la Drôme



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



direction
départementale
de l'Équipement
Drôme

service Aménagement Nord
atelier d'Aménagement
4 place Laënnec B.P. 1013
26015 VALENCE cedex
tél : 04/75/79/75/79

CONVENTION ETAT- COMMUNE de SAINT MARTIN D'AOUT
Mise à disposition des Services de l'ETAT
Instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol

PREAMBULE :

En application des articles L 421-2 et L 421-2-1 du code de l'urbanisme, la commune de SAINT MARTIN D'AOUT étant dotée d'une carte communale approuvée par délibération du conseil municipal du 20/06/2002, le Maire délivre au nom de la commune les autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol en application de la délibération du conseil municipal en date du 22/06/2006.

En application de l'article L 421-2-6 du code de l'urbanisme, le Maire peut disposer gratuitement et en tant que de besoin des services extérieurs de l'Etat pour instruire les autorisations d'occupation des sols pour lesquelles il est compétent.

Par délibération du conseil municipal en date du 22/06/2006 la commune a décidé de confier l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol à la Direction Départementale de l'Equipeement.

ENTRE :

- d'une part, l'Etat, représenté par Monsieur le Préfet de la Drome
- d'autre part, la Commune de SAINT MARTIN D'AOUT, représentée par le Maire

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la mise à disposition de la Direction Départementale de l'Equipeement dans le domaine des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol, délivrés au nom de la Commune.

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION

Conformément à l'article R 490-2 du Code de l'Urbanisme, la présente convention concerne l'ensemble des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol délivrés sur le territoire de la commune et relevant de la compétence de la commune.

Elle s'applique à toutes les demandes et déclarations déposées durant sa période de validité.

Elle porte sur l'ensemble de la procédure d'instruction des autorisations et actes dont il s'agit, de l'examen de la recevabilité de la demande ou de la déclaration, au projet de décision.

ARTICLE 3 : TRANSMISSION

Pour toutes les autorisations et actes relatifs à l'occupation des sols relevant de la compétence de la commune, le Maire, en tant que de besoin :

- accuse réception ou donne décharge du dépôt de la demande ou déclaration,
- lui affecte un numéro d'enregistrement conforme aux arrêtés ministériels applicables
- adresse un exemplaire du formulaire de demande ou de déclaration au Préfet de la Drome
- procède à l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de demande lorsque cet affichage est requis
- conserve un exemplaire de la demande ou déclaration et du dossier qui l'accompagne.
- transmet les autres exemplaires de demandes ou déclarations et des dossiers à la Subdivision de l'Equipeement de SAINT VALLIER dans un délai qui ne peut excéder 8 jours après dépôt de la demande
- fait part à la subdivision de l'Equipeement de SAINT VALLIER de tous éléments en sa possession nécessaires à l'instruction

ARTICLE 4 : INSTRUCTION

La Direction Départementale de l'Equipeement assure l'instruction réglementaire de la demande, de l'examen de sa recevabilité au projet de décision.

Elle procède en tant que de besoin :

- à l'examen de la recevabilité,
- à l'examen du caractère complet du dossier,
- à la préparation de la lettre de notification des délais,
- aux consultations des personnes publiques, services ou commissions intéressées par le projet,
- à l'examen technique du dossier, notamment au regard des règles d'urbanisme applicables au terrain considéré,
- au récolement,
- à la rédaction du projet de décision.

Elle informe le Maire en cours d'instruction de tout élément de nature à entraîner un refus ou un allongement des délais.

A l'issue de l'instruction, elle adresse au Maire un projet de décision accompagné le cas échéant d'une note explicative.

ARTICLE 5 : CLASSEMENT - ARCHIVAGE - ETABLISSEMENT DE STATISTIQUES

Les dossiers se rapportant aux autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol sont classés et archivés à la Direction Départementale de l'Equipeement pendant 10 ans. Passé ce délai, les dossiers sont retournés à la commune pour conservation.

En cas de résiliation de la présente convention, les dossiers des affaires instruites par la Direction Départementale de l'Equipeement sont communiqués en tant que besoin à la Commune. Une copie en est conservée à la Direction Départementale de l'Equipeement.

La Direction Départementale de l'Equipeement assure la fourniture des renseignements d'ordre statistique demandés à la commune en application de l'article R.490-6 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 6 : CONTENTIEUX ADMINISTRATIF ET INFRACTIONS PENALES

1. A la demande du Maire, la Direction Départementale de l'Equipeement apporte, dans la limite de ses compétences, son concours à la Commune pour l'instruction des recours gracieux et contentieux portant sur les autorisations ou actes visés à l'article 2 et intentés par des personnes publiques ou privées autre que l'Etat. Toutefois, la Direction Départementale de l'Equipeement n'est pas tenue à ce concours lorsque la décision contestée est différente de la proposition faite par elle en tant que service instructeur, et, d'une manière générale, en cas d'incompatibilité avec une mission déjà assurée par l'administration de l'Equipeement.
2. Par ailleurs, à la demande du Maire, la Direction Départementale de l'Equipeement porte assistance à la Commune dans les phases de la procédure pénale visée aux articles L 480-1 et suivants du Code de l'Urbanisme, notamment pour la constatation des infractions à la réglementation des autorisations dont l'instruction lui a été confiée. Les dispositions du présent article ne sont valables que pendant la période de validité de la présente convention.

ARTICLE 7 : DISPOSITIONS FINANCIERES

En application de l'article L.421.2.6 du Code de l'Urbanisme, cette mise à disposition de la Direction Départementale de l'Equipeement ne donne pas lieu à rémunération.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'issue d'un préavis de six mois.

ARTICLE 9 : APPLICATION

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} novembre 2006.

Le Maire,



Le Préfet,

29 SEP. 2006

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Eddie BOUTTERA

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil six, le VINGT DEUX JUIN à vingt heures trente, le conseil municipal de la commune de SAINT MARTIN D'AOUT (Drôme) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de M. BORDAS Micaël, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 11

Nombre de conseillers municipaux présents : 10

Date de convocation : 14/06/06

Présents : MM. BERTHALIN Michel, CARTELLIER Jérôme, BURLON Nadine, BRUNET Pascal, NIVON Jeannine, HEBERT Roger, NIVON Jean Lucien, GUILLOT Gérard, TOUCHE Karim.

Absents excusés : DUFFAU Joël.

Mme BURLON Nadine a été élue secrétaire de séance

**OBJET : TRANSFERT DE COMPETENCE POUR LA DELIVRANCE DES
AUTORISATIONS D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE**

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 124-1 et suivants et R 124-1 et suivants,

Vu la carte communale approuvée par arrêté préfectoral n° 023904 du 7 août 2002,

Considérant que dans les communes où une carte communale a été approuvée, le permis est délivré par le maire au nom de la commune si le conseil municipal en a décidé ainsi dans une délibération expresse,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE :

- DECIDE que les décisions individuelles relatives à l'occupation et à l'utilisation du sol régies par le Code de l'urbanisme seront délivrées au nom de la commune, et demande à M. le Préfet que les services de l'Etat dans le département chargés de l'urbanisme soient mis à disposition de la commune pour l'instruction des demandes d'occuper et d'utiliser le sol conformément à l'article L 421-2-6 du Code de l'urbanisme.
- cette délibération produira ses effets lorsque les formalités de publicité seront accomplies et que la convention à passer avec les services de la D.D.E sera signée.
- AUTORISE M. le Maire à signer tout document concernant cette décision .

Fait et délibéré les jour mois et an que dessus.

Délibération affichée le 27 juin 2006

Pour copie conforme

A St Martin d'Août, le 27 juin 2006

LE MAIRE - BORDAS Micaël



EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
de l'EQUIPEMENT de la DROME
COURRIER ARRIVEE LE

22 AOÛT 2006

S.A. NORD

L'an deux mil six, le VINGT DEUX JUIN à vingt heures trente, le conseil municipal de la commune de SAINT MARTIN D'AOUT (Drôme) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de M. BORDAS Micaël, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 11

Nombre de conseillers municipaux présents : 10

Date de convocation : 14/06/06

Présents : MM. BERTHALIN Michel, CARTELLIER Jérôme, BURLON Nadine, BRUNET Pascal, NIVON Jeannine, HEBERT Roger, NIVON Jean Lucien, GUILLOT Gérard, TOUCHE Karim.

Absents excusés : DUFFAU Joël.

Mme BURLON Nadine a été élue secrétaire de séance

**OBJET : TRANSFERT DE COMPETENCE POUR LA DELIVRANCE DES
AUTORISATIONS D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DU SOL PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE**

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 124-1 et suivants et R 124-1 et suivants,

Vu la carte communale approuvée par arrêté préfectoral n° 023904 du 7 août 2002,

Considérant que dans les communes où une carte communale a été approuvée, le permis est délivré par le maire au nom de la commune si le conseil municipal en a décidé ainsi dans une délibération expresse,

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE :

- DECIDE que les décisions individuelles relatives à l'occupation et à l'utilisation du sol régies par le Code de l'urbanisme seront délivrées au nom de la commune, et demande à M. le Préfet que les services de l'Etat dans le département chargés de l'urbanisme soient mis à disposition de la commune pour l'instruction des demandes d'occuper et d'utiliser le sol conformément à l'article L 421-2-6 du Code de l'urbanisme.
- cette délibération produira ses effets lorsque les formalités de publicité seront accomplies et que la convention à passer avec les services de la D.D.E sera signée.
- AUTORISE M. le Maire à signer tout document concernant cette décision.

Fait et délibéré les jour mois et an que dessus.

Délibération affichée le 27 juin 2006

Pour copie conforme

A St Martin d'Août, le 27 juin 2006

LE MAIRE - BORDAS Micaël

B



DEPE
ADD (SAN) le 21/08/06

SAN/AOS

→ par person ou community
de mix à disposition

copie SAN/AOS

St Martin d'Aout



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

ARRETE N° 023904

direction
départementale
de l'Équipement
Drôme



service
Habitat et Ville
missions de l'Etat en
Urbanisme
CG/HV2002-183

LE PREFET,
officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L 124-1 à L 124-4 et R 124-1 à R 124-8 concernant les cartes communales.
- VU la délibération de la commune de St Martin d'Aout, décidant la mise en place d'une carte communale le 6 mars 1997.
- VU l'arrêté municipal du 30 novembre 2001 mettant à l'enquête publique la carte communale de St Martin d'Aout
- VU le rapport du Commissaire Enquêteur.
- VU le dossier technique.
- VU la délibération du Conseil Municipal de St Martin d'Aout en date du 20 juin 2002, approuvant la carte communale et le zonage d'assainissement.

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement,

ARRETE :

Article 1^{er} : La Carte Communale de la commune de St Martin d'Aout créée par délibération du Conseil Municipal en date du 20 juin 2002 est approuvée et fait l'objet d'un avis favorable de l'Etat.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie et sera publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département. Mention de l'affichage du présent arrêté et de la délibération d'approbation du Conseil Municipal de St Martin d'Aout seront insérés dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 : Messieurs le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Maire de St Martin d'Aout sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Le PREFET,

7 AOUT 2002

Par délégué
Le Secrétaire Général

Jacques NODIN

4, place Laennec
BP 1013
26015 Valence cedex
téléphone :
04 75 79 75 79
télécopie :
04 75 42 87 54
mél : DDE.Drome
@equipement.l.gouv.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 20 JUIN 2002

L'an deux mil deux, le VINGT JUIN à vingt heures, le conseil municipal de la commune de ST MARTIN D'AOUT (Drôme), dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de M. BORDAS Micaël, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 11

Date de convocation du conseil municipal : 12/06/02

PRESENTS : BERTHALIN Michel, BRUNET Pascal, BURLON Nadine, NIVON Jeannine, HEBERT Roger, GUILLOT Gérard, DUFFAU Joël, TOUCHE Karim, CARTELLIER Jérôme.

ABSENT EXCUSE: NIVON Jean-Lucien

Madame BURLON Nadine a été élue secrétaire de séance

~~~~~

OBJET : APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE

Le Conseil Municipal,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 124-1 et suivants et R 124-1 et suivants ;

Vu le Code général des collectivités Territoriales et notamment son article L 2224-10 ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 6 mars 1997 décidant la mise en place d'une carte communale ;

Vu l'arrêté municipal en date du 30 novembre 2001 de mise à l'enquête publique de la carte communale et du zonage assainissement ;

Entendu les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que le projet de carte communale tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé.

Considérant que le zonage assainissement est prêt à être approuvé.

Après en avoir délibéré,

- décide d'approuver à 6 voix pour, 3 voix contre et une abstention le dossier de carte communale tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

- Décide d'approuver le zonage assainissement ;

- Décide de transmettre le dossier de carte communale au Préfet en vue de son accord par arrêté préfectoral ;

- Décide que les permis de construire seront délivrés au nom de l'Etat.



- dit, en application de l'article L 421-2-1 du Code de l'Urbanisme, que la présente délibération et l'arrêté préfectoral mentionnés ci-dessus, feront l'objet, conformément à l'article R 124-8 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

L'arrêté préfectoral sera en outre publié au Recueil des Actes Administratifs de l'Etat dans le département.

- dit que la carte communale approuvée par le Conseil Municipal et le Préfet sera tenue à la disposition du public en mairie et à la Préfecture, aux heures et jours habituels d'ouverture ;

- dit que la présente délibération ne produira ses effets qu'après accord du Préfet par arrêté, et dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité prévues, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Délibération affichée le 26 juin 2002.

Pour copie conforme A st Martin d'Août, le 21 juin 2002

LE Maire - BORDAS Micaël



## ARRETE DU MAIRE

NP 15-2001

MISE A L'ENQUETE DE LA CARTE COMMUNALE ET DU ZONAGE  
ASSAINISSEMENT

ARRETE N° 15-2001 DU 30 novembre 2001

prescrivant l'enquête publique sur la carte communale et le zonage assainissement de la commune de SAINT MARTIN D'AOUT (Drôme)

LE MAIRE,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment l'article R 124-6 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2224-10 ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 ;

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 6 mars 1997 décidant la mise en place de la carte communale ;

Vu les pièces des dossiers de carte communale et de zonage assainissement soumis à l'enquête publique ;

Vu l'ordonnance en date du 19 octobre 2001 de M. le Président du Tribunal Administratif de GRENOBLE désignant M. Jean PERNET demeurant 1 rue du Taurobole 26600 TAIN L'HERMITAGE en qualité de commissaire-enquêteur ;

ARRETE :

### Article 1er

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de carte communale et du zonage assainissement de la commune de SAINT MARTIN D'AOUT pour une durée de 35 jours à compter du 2 janvier 2002 jusqu'au 5 février 2002 inclus.

### Article 2

M. Jean PERNET, domicilié 1 rue du Taurobole 26600 TAIN L'HERMITAGE, Colonel de l'Armée de terre en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif.

### Article 3

Les pièces des dossiers de carte communale et du zonage assainissement seront tenues en Mairie de SAINT MARTIN D'AOUT à la disposition des intéressés pendant toute cette période, les mardis et vendredis de 14 Heures à 17 Heures.

→ DDE 10 DEC. 2001

.../...

#### Article 4

Un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire-enquêteur, sera ouvert, pour chacun des deux dossiers, par le Maire le 2 janvier 2002 et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.

Les intéressés pourront y consigner leurs observations. Ils pourront aussi les adresser, par écrit en Mairie de SAINT MARTIN D'AOUT au commissaire-enquêteur, celui-ci les visera et les annexera au registre d'enquête.

#### Article 5

Les vendredi 11 janvier 2002, mardi 22 janvier 2002 et vendredi 1er février 2002 de 14 heures à 17 heures le commissaire-enquêteur recevra à la mairie de SAINT MARTIN D'AOUT, les déclarations des habitants et intéressés.

#### Article 6

Un avis d'enquête sera publié en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département, le Dauphiné Libéré et le DROME INFO HEBDO quinze (15) jours avant le début de l'enquête et rappelé de même dans les huit (8) premiers jours de celle-ci.

Avant le début de l'enquête, le même avis sera affiché en Mairie.

#### Article 7

A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos et signés par le commissaire-enquêteur. Celui-ci examinera les observations consignées ou annexées aux registres.

Il établira ensuite son rapport sur le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées, pour chacun des deux dossiers, en précisant si elles sont favorables ou défavorables et transmettra l'ensemble de ces pièces au Maire dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête.

Le Maire communiquera copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur au Préfet et au Président du Tribunal Administratif.

Le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie.

Fait à St Martin d'Août, le 30 novembre 2001

LE MAIRE

BORDAS Micaël





**EXTRAIT DU REGISTRE : 97**  
**DES DELIBERATIONS**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**\*\*\*\*\***  
**26**

**séance du 6 MARS 1997**

*L'an mil neuf cent quatre vingt dix sept, le SIX MARS à vingt heures trente, le conseil municipal de la commune de ST MARTIN D'AOUT (Drôme), dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la mairie sous la présidence de M. BORDAS Micaël, Maire.*

*Nombre de conseillers municipaux en exercice : 8*

*Date de convocation du conseil municipal : 26/02/97*

*PRESENTS : MM. BRUNET Pascal, BURLON Nadine, THOMAS Olivier, NIVON Jeannine, REY PIEFERT Maria, NIVON Jean-Lucien, GUILLOT Gérard.*

*ABSENT : Néant.*

*Madame NIVON Jeannine a été élue secrétaire de séance.*

---

**OBJET : PROJET MARNU**

M. le Maire rappelle au conseil municipal le nombre important de demandes de certificat d'urbanisme pour lesquelles la réponse a été négative. La commune n'ayant pas de POS, il est très difficile d'obtenir un permis de construire hors du village. Il serait donc souhaitable de mettre en place une MARNU qui définirait des zones plus particulièrement constructibles.

LE CONSEIL MUNICIPAL APRES EN AVOIR DELIBERE :

- DECIDE de mettre en place une MARNU.
- CHARGE M. le Maire de contacter les services de l'équipement pour le lancement de cette procédure.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.  
Pour copie conforme.

LE MAIRE  
BORDAS Micaël

*certifié exécutoire  
reçu en Préfecture  
le  
publié ou notifié  
le*

